

DEPARTEMENT DE L'HERAULT

Commune de SERIGNAN

A.F.U.A. Les Jardins de Sérignan

REMEMBREMENT

Séquences 3 - 4 - 7

Dossier d'enquête publique

Liste des pièces obligatoires

Conformément à l'Article R*322-10 du Code de l'Urbanisme

Modifié par [DÉCRET n°2014-1635 du 26 décembre 2014 - art. 4](#)

- 1° **Le plan (1a) (1 plan par séquence, soit 3 plans) et l'état parcellaires (1b) (1 état parcellaire par séquence, soit 3 états parcellaires)** avant remembrement désignant les immeubles, conformément à l'article 7 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié avec l'indication des charges, servitudes et autres droits réels grevant les parcelles et les bâtiments ;
- 2° **Une notice rappelant les dispositions des articles [L. 322-6](#) et [R. 322-9](#) ;**
- 3° **Une notice sur le mode d'évaluation des valeurs des parcelles avant remembrement ;**
- 4° **Un état des valeurs des parcelles avant remembrement et des quotes-parts de ces valeurs en cas de copropriété ;**
- 5° **Un état des constructions à démolir ;**
- 6° **Le plan (6a) (1 plan par séquence, soit 3 plans) et l'état parcellaires (6b) (1 état parcellaire par séquence, soit 3 états parcellaires)** après remembrement désignant les immeubles conformément à [l'article 7](#) du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié avec l'indication des charges, servitudes et autres droits réels à maintenir, reporter ou instituer ;
- 7° **Une notice sur le mode d'évaluation des valeurs des parcelles après remembrement ;**
- 8° **Un état des valeurs des parcelles après remembrement** ou des quotes-parts de ces valeurs en cas de copropriété ;
- 9° **Le tableau comparatif par propriétaires avant et après remembrement des valeurs respectives des parcelles** ou des quotes-parts de ces valeurs en cas de copropriété, avec l'indication des soultes ;
- 10° **Un état des terrains faisant l'objet avant remembrement d'une affectation à des usages publics** et un état des terrains à affecter après remembrement à ces mêmes usages ;
- 11° **Un état des dépenses faites ou à faire** comprenant, le cas échéant, le coût d'acquisition et de démolition des bâtiments ou ouvrages dont la destruction est indispensable au remembrement et les propositions d'indemnisation en ce qui concerne les droits réels et personnels éteints en application de l'article L. 322-6.
- 12° **Les prescriptions propre à l'opération,** en complément de la réglementation d'urbanisme applicable. Ces prescriptions deviennent caduques au terme de dix années à compter de l'arrêté mentionné à l'article R. 322-17 approuvant le plan de remembrement, si à cette date, le périmètre de l'association est couvert par un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu.